



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES  
N°2024-017

**Fourniture de sel de déneigement  
Pour la commune de La Plagne Tarentaise**

Marché à procédure adaptée

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

Date et heure limite de réception des offres :  
**Vendredi 7 juin 2024 à 16H00**

Les documents de la consultation sont téléchargeables gratuitement à l'adresse  
suivante :  
<https://www.marches-publics.info/>

## SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....	3
2	OBJET DE LA CONSULTATION / CARACTERISTIQUES GENERALES.....	3
3	CADRE CONTRACTUEL GENERAL .....	4
4	DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION .....	4
5	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	4
6	JUGEMENT DES PROPOSITIONS .....	5
7	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	6
8	PRESENTATION DES OFFRES.....	8
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	9
10	NEGOCIATION.....	9
11	RECOURS .....	9

## 1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

### **Commune de La Plagne-Tarentaise**

Place du Général-de-Gaulle, BP 4, 73210 La Plagne-Tarentaise

Services Techniques

La personne publique est représentée par son maire en exercice, Monsieur Jean-Luc BOCH.

## 2 OBJET DE LA CONSULTATION / CARACTERISTIQUES GENERALES

### **Objet**

La présente consultation a pour objet la **fourniture de sel de déneigement pour la commune de La Plagne Tarentaise.**

### **Décomposition du marché**

En lots :

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

En tranches :

Sans objet.

### **Consistance des prestations**

Fourniture de sel de déneigement pour la viabilité hivernale du réseau routier de la commune de La Plagne Tarentaise.

Il s'agit essentiellement de sel gemme demi-sec de classe B.

Les caractéristiques techniques des produits sont définies dans les diverses pièces de la consultation. Ces éléments sont complétés par l'offre du titulaire.

Les quantités consommées par la commune sur les quatre dernières années sont données au CCTP à titre indicatif. En moyenne, la consommation par hiver se monte à 300 tonnes. Ce chiffre n'est pas contractuel et n'engage en rien la personne publique.

### **Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 15 octobre 2024.

Il est reconductible tacitement, par périodes de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de 4 ans.

Il pourra être mis fin au présent marché, à l'expiration de chaque période annuelle, à charge pour la personne publique d'informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois.

### **Forme du marché**

Le marché se présente sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R2162-7 à R2162-12 du Code de la Commande Publique.

Des bons de commande seront passés au fur et à mesure des besoins.

Il ne comporte pas d'engagement minimum, mais un engagement maximum fixé annuellement à 50 000 € HT.

### **Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

*Classification principale : 34927100-2 : Sel de déneigement.*

### 3 CADRE CONTRACTUEL GENERAL

Cette consultation est organisée sur la base d'un marché passé en procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 4 DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

#### **Conditions de mise en concurrence**

La présente consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le « profil acheteur » de la personne publique et sur le BOAMP.

#### **Conditions de participation des concurrents / réponse en groupement**

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité alternative de candidat individuel ou de membre d'un groupement.

Aucune forme juridique déterminée n'est imposée par le pouvoir adjudicateur s'agissant des groupements. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur imposera que le mandataire soit solidaire pour l'attribution du marché.

Par ailleurs, en vertu de la disposition prévue par l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, **il est interdit aux candidats d'agir à la fois en**

- **en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements,**
- **en qualité de membres de plusieurs groupements.**

#### **Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les fournitures.

#### **Variantes**

Les opérateurs ont la possibilité de proposer en plus de l'offre de base au maximum une variante facultative. Dans le cas d'une variante facultative, le candidat établit un marché séparé et indique dans son mémoire technique les caractéristiques de sa variante.

Les variantes facultatives peuvent porter sur tous les aspects techniques de la prestation, dans la mesure où elles apportent une amélioration en termes de qualité des produits.

En fonction des conditions financières et des caractéristiques techniques des variantes, le pouvoir adjudicateur décidera, au moment de la notification du marché, s'il retient ou non une variante.

#### **Modalités essentielles de financement et de paiement**

- mode de paiement : règlement par mandat administratif ou virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.
- mode de financement : par les ressources propres de la collectivité et/ou subventions et/ou emprunts.

### 5 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

#### **Calendrier prévisionnel de la procédure**

07 juin 2024	Remise des offres
Semaines 24 à 26	Analyse des offres et négociations éventuelles
semaine 27	Attribution du marché
semaine 29	Notification
15 octobre 2024	Entrée en vigueur du marché

### **Date limite de remise des plis**

Les plis devront parvenir au plus tard à la date et à l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

### **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. Si, passé ce délai, le soumissionnaire n'indique pas, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il renonce à son offre, ce délai est reconduit pour une période égale à la précédente.

### **Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C) ;
- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.T.P) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

### **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est à télécharger sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.info/>

**Note sur le téléchargement électronique : L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, nous attirons l'attention des candidats sur le fait que l'identification leur permet d'être tenus informés automatiquement via la plateforme des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de vérifier par eux-mêmes la présence de nouvelles informations et de les récupérer par leurs propres moyens.**

Le candidat vérifiera également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

### **Modifications de détail au dossier de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation dans un délai minimum de 6 jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## **6 JUGEMENT DES PROPOSITIONS**

### **Critères de sélection des candidatures**

Le jugement des candidatures se fera sur la base des critères suivants :

- capacités financières
- capacités techniques
- capacités professionnelles

A l'issue de cette analyse, celles qui ne peuvent être retenues sont éliminées. Les candidats en seront informés.

Le jugement des candidatures sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### **Critères de jugement des offres**

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

#### **1. Prix des prestations (pondération 65%)**

##### **Méthode de notation**

*Note maximale (sur 20) à l'offre la plus basse (sauf prix anormalement bas) ;*

*Notation des autres offres proportionnelle à l'écart de prix par rapport à l'offre la plus basse après vérification.*

Estimations faites par rapport à une simulation des besoins « année type ».

## **2. Valeur technique de l'offre (pondération 35%)**

### **Méthode de notation**

Note sur 20 établie à partir du mémoire technique du candidat et portant notamment sur les éléments suivants :

- A- caractéristiques des produits, conformité à la norme NF EN 16811-1 (sur 8)
- B- logistique du prestataire pour le traitement des commandes, l'approvisionnement et le respect des délais de livraison (sur 8)
- C – capacités de réaction en cas de commande urgente (sur 3)
- D – Tout autre élément utile pour juger de la qualité de l'offre (sur 1)

### **Méthode de notation finale**

Chaque note est affectée de son coefficient de pondération et additionnée pour donner une note finale. L'offre qui obtient la note la plus élevée est l'offre économiquement la plus avantageuse.

### **Principes généraux pour l'analyse des offres**

- En application de l'article R2161-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures.
- Méthode de notation des variantes : Chaque variante sera analysée et notée de manière séparée par rapport à l'offre de base, mais selon les mêmes critères. La personne publique déterminera en fonction des caractéristiques obtenues sur chaque solution, laquelle elle retiendra en dernier ressort.

### **Attribution**

Le marché ne pourra être attribué au(x) candidat(s) retenu(s) que si celui-ci (ceux-ci) produit (produisent) dans un délai de 8 jours à compter de la demande de la Personne publique les certificats et attestations mentionnées aux articles L.2141-1 à 2141-5 du code de la commande publique.

Afin de satisfaire aux obligations fiscales et sociales, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

## **7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info/>

La signature électronique est possible, mais n'est pas obligatoire.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

### **• Préalables techniques**

L'utilisation de la plateforme de dématérialisation requiert la configuration minimale suivante pour le poste de l'utilisateur :

- Système d'exploitation requis : Windows 7, 8, 8.1 et 10 ou Mac Os X "Lion" 10.7.3 ou plus ;
- La machine virtuelle JAVA, avec la version 1.7 ou 1.8. (Java 9 n'est pas supporté!)
- Un accès à Internet : haut débit conseillé (ADSL ou supérieur) ;
- Un compte de messagerie électronique courriel ;
- Un navigateur récent ;
- Le proxy, sur votre réseau, doit autoriser les transferts de fichiers vers : <https://www.marches-publics.info/>;
- Un certificat de signature RGS\*\* doit être installé sur votre poste si vous souhaitez signer.

#### • Les certificats électroniques

Il est de la responsabilité de l'entreprise de se procurer un certificat électronique afin de signer électroniquement sa candidature et le cas échéant, son offre. Conformément à la réglementation sur les marchés publics en vigueur, les certificats acceptés sont référencés par l'Etat sur le site Internet suivant : <http://www.lsti-certification.fr>

La signature pourra se faire au format CAdES, PAdES ou XAdES avant le dépôt, ou CAdES, PAdES pendant le dépôt.

Le certificat électronique devra être installé dans le gestionnaire de certificat de Windows.

#### • Création d'un espace entreprise

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise.

L'inscription est un préalable obligatoire pour répondre par voie dématérialisée.

L'ouverture d'un compte permettra également au candidat de bénéficier gratuitement des services suivants :

- téléchargement des DCE en mode identifié.
- réponse par voie dématérialisée
- réception par mail des avis correspondant aux critères dès leur publication
- correspondance sur les avis avec les acheteurs en toute transparence
- coffre-fort pour ses attestations

#### • Taille et format des réponses électroniques

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Par ailleurs, les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 30 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

Aucune limite de taille n'est fixée par l'acheteur. Il est néanmoins recommandé aux utilisateurs de limiter la taille des enveloppes au maximum afin de réduire le délai de chargement et les risques d'échec de transmission.

#### • Anti-virus

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

#### • Copie de sauvegarde

Le candidat a la possibilité d'envoyer une « copie de sauvegarde » au format papier ou au format physique électronique (clé USB ou CD-Rom)

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention « copie de sauvegarde » ainsi que l'intitulé de la consultation et doit être déposée en main propre ou envoyée à l'adresse prévue pour la remise des plis :

Commune de La Plagne Tarentaise  
Place du Général de Gaulle  
CS50020  
73210 La-Plagne-Tarentaise

Attention : cette copie de sauvegarde doit IMPERATIVEMENT parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que lorsque la candidature ou l'offre électronique :

- contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par l'acheteur
- la candidature ou l'offre électronique est reçue de manière incomplète.

#### • Conditions générales d'utilisation du profil acheteur

Les CGU d'AWS achat, disponibles ici (<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>) complètent le présent règlement de la consultation.

• **Assistance :**

Les manuels d'utilisation et les aides en ligne de la plateforme sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info/pratique-assistance.htm>

Une assistance téléphonique est également disponible pour les candidats à l'adresse suivante : [Support-entreprise@aws-france.com](mailto:Support-entreprise@aws-france.com). Les candidats sont invités à donner le contexte de leurs incidents par courriel avant d'appeler le 0892 14 00 04.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre ou contacter le support technique en dernière minute.

## **8 PRESENTATION DES OFFRES**

Les concurrents auront à produire un dossier complet, comprenant les pièces décrites ci-dessous, transmises sous forme dématérialisée.

Les pièces seront entièrement rédigées en langue française et les offres exprimées en euro.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

**Le dossier contiendra les éléments suivants :**

### **Pièces relatives à la candidature**

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) complété du chiffre d'affaires, des moyens et des références de l'entreprise.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Liste des principaux services effectués (références) au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En cas de cotraitance, l'ensemble des opérateurs doivent remettre les pièces ci-dessus

### **Pièces relatives à l'offre**

- ✕ L'acte d'engagement (et ses annexes éventuelles), complété ;
- ✕ Le cahier des clauses administratives particulières ;
- ✕ Le cahier des clauses techniques particulières ;
- ✕ Le bordereau des prix unitaires complété ;
- ✕ Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Le Mémoire technique fera apparaître clairement les points suivants :
  - La fiche produit précisant expressément la nature du sel proposé ainsi que ses caractéristiques physiques (teneur en chlorure de sodium, en eau, en sulfate soluble). Le candidat fournira également à l'appui de la fiche de produit une copie du rapport d'essais le plus récemment effectué sur le produit proposé.

- Les moyens et le mode opérationnel du candidat pour l'organisation et le traitement des commandes et pour la livraison précisant notamment :
  - Les moyens humains,
  - Le (ou les) site(s) de production,
  - Le ou les lieux de dépôts prévus par le fournisseur dans le département,
  - Les moyens matériels d'acheminement envisagés (véhicules etc...), ainsi que les délais,
- Les capacités de réaction du candidat pour pallier aux commandes urgentes : stock tampon etc..
- Tout autre élément que le candidat juge utile pour apprécier son offre.

*Remarque : la signature électronique de l'offre du candidat est obligatoire au stade de l'attribution du marché et non à celui du dépôt de l'offre.*

*La commune de La Plagne Tarentaise informe donc les candidats sur le fait que l'absence de signature au stade du dépôt de l'offre n'entraînera pas de fait le rejet de ladite offre.*

*La signature reste néanmoins souhaitée afin de rendre plus rapides les formalités d'attribution du marché.*

## **9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les questions relatives au dossier de consultation devront parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres sur le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info/>

Si il est jugé utile d'y répondre, la question et la réponse seront adressées à l'ensemble des candidats.

## **10 NEGOCIATION**

Après une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, s'il le juge nécessaire, avec le ou les candidat(s) le(s) mieux classé(s).

Cette négociation sera opérée dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Elle pourra se faire par écrit ou par entretien dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Elle ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché, mais pourra porter tant sur le prix que sur les éléments techniques.

Au terme de cette négociation, le classement des offres sera ajusté afin de déterminer l'attributaire du marché.

## **11 RECOURS**

Tout litige sur le présent marché sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble :

Tribunal administratif de Grenoble  
2, Place Verdun  
38022 GRENOBLE CEDEX  
Tél: 04.76.42.96.00  
Fax: 04.79.42.90.00  
Mail: greffe.ta-greffe@juradm.fr  
Adresse internet : <http://www.grenoble.tribunal-administratif.fr>

- Fin du document -